



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## DU MAROC

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE RABAT

N° 30 – du 22 octobre au 4 novembre 2022

### En bref

- **Projet de loi de finances (PLF) 2023 : la retenue à la source de l'IR élargie à d'autres catégories de revenus**
- **Le CESE recommande la mise en œuvre d'aides ciblées pour réduire l'impact de l'inflation**
- **Les recettes des transferts des MRE ont atteint 80 Md MAD à fin septembre**
- **Akwa Africa envisage de racheter Total Mauritanie**
- **Offshoring : Capgemini Maroc s'engage à créer 1500 emplois à l'horizon 2026**
- **Lancement d'un programme de réhabilitation de cinq centres hospitaliers universitaires**
- **Industrie automobile : tenue de la 7<sup>ème</sup> édition de l'Automotive Meetings Tanger-Med (AMT)**
- **L'ONCF prévoit une hausse de 15 % du trafic voyageur en 2022**
- **Agriculture : tenue de la 11<sup>ème</sup> édition du salon international des dattes à Erfoud**
- **La Banque mondiale publie son rapport sur le climat et le développement au Maroc**
- **La BERD octroie 13 M EUR à Bank of Africa pour soutenir la transition écologique au Maroc**

### LE CHIFFRE À RETENIR

20 %

Le PLF 2023 propose d'introduire progressivement une réforme globale de l'impôt sur les sociétés (IS) sur une période de quatre ans. L'objectif est de tendre vers un taux unifié de 20 %, applicable également aux entreprises bénéficiant de régimes incitatifs. Selon les prévisions du gouvernement, les recettes de l'IS atteindraient 61,5 Md MAD en 2023, contre 52,1 Md MAD cette année.

## Macroéconomie, commerce, finances

### • PLF 2023 : la retenue à la source de l'IR élargie à d'autres catégories de revenus

Alors que les salariés et les fonctionnaires sont actuellement les seuls auxquels s'appliquent la retenue à la source de l'impôt sur le revenu, le PLF 2023 entend appliquer ce même principe aux autres catégories de revenus soumis au mode déclaratif. En effet, ceux qui génèrent des revenus fonciers, locatifs, professionnels, agricoles et autres ne participeraient qu'à moins de 30 % de l'IR. Le PLF propose ainsi d'instaurer la retenue à la source pour les revenus de certaines professions tels que les avocats, les médecins libéraux ou les enseignants ne faisant pas partie du personnel permanent.

### • Le CESE recommande la mise en œuvre d'aides ciblées pour réduire l'impact de l'inflation

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a récemment publié une série de propositions afin d'atténuer le choc inflationniste sur les ménages marocains. L'institution précise que si « les hausses importantes de prix observées depuis 2021 demeurent majoritairement d'origine externe, cela n'empêche pas toutefois de relever des effets amplificateurs au niveau interne ». Ainsi, le CESE souligne que le manque d'organisation des marchés des produits agricoles et la multiplicité des intermédiaires contribuent également à la dynamique inflationniste pour certaines catégories de produits. Si l'institution salue la

mise en œuvre de mesures à court terme, telles que la prise en charge de l'augmentation des prix des biens subventionnés par la caisse de compensation ou la signature en avril 2022 d'un accord sur la hausse du salaire minimum, la situation actuelle « requiert d'engager des mesures directes à plus fort impact ». Parmi celles-ci, le CESE préconise notamment d'accélérer la mise en place du Registre social unifié (RSU) devant permettre un ciblage optimal des aides aux plus défavorisés, d'étudier la possibilité de création d'un fonds permanent de stabilisation face aux chocs majeurs, ou encore la mise en place d'un observatoire des prix et des marges des produits de base et de première nécessité.

### • Les recettes des transferts des MRE ont atteint 80 Md MAD à fin septembre

Selon la dernière note de l'Office des changes sur les échanges extérieurs, les transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE) ont atteint 80,8 Md MAD à fin septembre 2022, soit une hausse de 11,6 % en glissement annuel. Si l'augmentation des transferts se poursuit sur ce même rythme, le niveau record de 100 Md MAD de recettes pourrait être atteint d'ici la fin de l'année 2022. La France reste par ailleurs le premier contributeur des transferts de fonds des MRE avec près du tiers du total des recettes en 2021.

## Industries, services, agriculture

- Akwa Africa envisage de racheter Total Mauritanie

Selon un récent communiqué du Conseil de la concurrence, la holding marocaine Akwa Africa envisage d'acquérir Total Mauritanie, filiale de TotalEnergies dans ce pays. Cette prise de participation à hauteur de 100 % du capital social de l'entreprise s'inscrit dans la stratégie du groupe de prendre des participations dans des sociétés en Afrique subsaharienne opérant dans l'importation, le stockage et la distribution de carburants et de GPL.

- Offshoring: Capgemini Maroc s'engage à créer 1500 emplois à l'horizon 2026

Le gouvernement, représenté par le ministère de l'Industrie et du Commerce du Royaume, le ministère de la Transition numérique et de la Réforme de l'administration, le ministère de l'Investissement, de la Convergence et de l'Évaluation des politiques publiques, a récemment signé avec Capgemini Engineering Morocco deux mémorandums d'entente pour la création de 1500 emplois supplémentaires à l'horizon 2026. Le groupe Capgemini entend ainsi renforcer ses effectifs « dans un contexte de fort rebond de l'activité des grands donneurs d'ordre internationaux » selon les termes employés par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour. Les mémorandums prévoient donc un accompagnement et un soutien effectif de la part de l'Etat marocain dans ce sens, via la

préparation des talents dans les domaines de l'ingénierie industrielle et l'appui à la croissance de ce secteur à haute valeur ajoutée.

- Lancement d'un programme de réhabilitation de cinq centres hospitaliers universitaires

Le ministre de la Santé et de la protection sociale, Khalid Aït Taleb, a annoncé le 5 octobre 2022 le lancement d'un programme de réhabilitation de cinq Centres hospitaliers universitaires (CHU), concernant la rénovation des bâtiments et le développement de leurs équipements sur une durée de deux ans, pour un coût total de 1,7 Md MAD. Ce programme, en partenariat avec les CHU Hassan II à Fès, Ibn Rushd à Casablanca, Ibn Sina à Rabat, et Mohammed VI à Marrakech et Oujda, s'inscrit dans le cadre de la réforme nationale du système de santé en cours. Le ministre souligne également la poursuite de la réhabilitation de 1365 centres de soins de santé primaires sur la période 2022-2023, d'un budget de 800 M MAD.

- Industrie automobile: tenue de la 7<sup>ème</sup> édition de l'Automobile Meetings Tanger-Med (AMT)

Le 26 octobre 2022, le ministre de l'Industrie et du commerce, Ryad Mezzour, a inauguré la septième édition de « l'Automobile Meetings Tanger-Med », événement de trois jours réunissant les acteurs nationaux et internationaux de la filière automobile marocaine. Organisée par l'Association marocaine pour l'industrie et la construction de l'automobile (AMICA), cette édition avait pour thème « quelle stratégie pour la relance du secteur de l'industrie automobile », dans un contexte de reprise des activités après la crise sanitaire. Le ministre a déclaré à cette occasion que son objectif était « de faire du Maroc une plateforme automobile décarbonée la plus



compétitive au monde et d'augmenter le taux d'intégration locale en passant de 64 % à 80 % ».

- **L'ONCF prévoit une hausse de 15 % du trafic voyageur en 2022**

Selon le rapport sur les établissements et entreprises publics, publié en parallèle du projet de loi de finances 2023, l'Office national des chemins de fer (ONCF) prévoit de clôturer l'exercice 2022 avec 39,5 millions de voyageurs, soit une augmentation de 15 % comparativement à 2020. Il s'agit selon le rapport d'une « tendance de reprise progressive de l'activité normale », le nombre de passagers s'élevant à 34,4 millions en 2021. Concernant le fret, l'ONCF a transporté 8,8 millions de tonnes de marchandises et 16,6 millions de tonnes de phosphates en 2021, et prévoit pour 2022 une amélioration de 3,4 % pour le tonnage des marchandises (9,1 millions de tonnes), ainsi qu'une diminution de 2,4 % pour les phosphates (16,2 millions de tonnes).

- **Agriculture: tenue de la 11<sup>ème</sup> édition du salon international des dattes à Erfoud**

Le 27 octobre 2022, le ministre de l'Agriculture, de la pêche maritime, du développement rural et des eaux et forêts, Mohammed Sadiki, a présidé l'inauguration de la onzième édition du salon international des dattes « Sidattes », se déroulant à Erfoud. Accompagné de la ministre du changement climatique et de l'environnement des Emirats Arabes Unis, Mariam Bint Mohamed Almheiri, le ministre a annoncé le thème de l'édition, « La gestion intégrée des ressources naturelles : pour la durabilité et la résilience de l'écosystème oasien ». Dans le cadre du Plan Maroc vert, la superficie des terres agricoles dédiées au palmier dattier est passée de 50 000 hectares en 2008 à 63 000 hectares en 2021, soit une augmentation de 26 %. Particulièrement, la palmeraie nationale compte actuellement près

de 6 millions de pieds de palmiers dattiers, soit le double de pieds par rapport à 2008.

## Bailleurs internationaux

- **La Banque mondiale publie son rapport sur le climat et le développement au Maroc**

La Banque mondiale a publié le 3 novembre son [Rapport sur le climat et le développement au Maroc](#). Le rapport identifie trois enjeux prioritaires en soutien à une action climatique urgente : la lutte contre la pénurie d'eau et les sécheresses ; l'amélioration de la résilience aux inondations ; et la décarbonation de l'économie. Alors que le Royaume est durement frappé par des sécheresses de plus en plus fréquentes, le rapport indique qu'une diminution de 25 % de la disponibilité en eau dans tous les secteurs de l'économie, conjuguée à une baisse des rendements agricoles, pourrait réduire le PIB de 6,5 %. Par ailleurs, afin de décarboner l'économie à l'horizon 2050, le rapport met l'accent sur la réduction de la dépendance aux combustibles fossiles et le déploiement massif de l'énergie solaire et éolienne. Selon ses projections, plus de 85 % de l'électricité pourrait être produite à partir d'énergies renouvelables d'ici 2050, contre 20 % en 2021. Avec, à la clé, la création d'au moins 28 000 emplois nets par an (soit 140 000 emplois en cinq ans) dans les seuls secteurs du renouvelable et de l'efficacité énergétique. Les gains sur le front de l'emploi pourraient même être supérieurs en tenant compte du développement de l'hydrogène vert, de la mobilité électrique ou d'autres investissements industriels verts. Le coût de la décarbonation est évalué à environ 53 Md USD au cours des trois prochaines décennies, sachant que ces investissements devraient être pris en charge par

le secteur privé, sous réserve selon le rapport de la mise en œuvre de politiques sectorielles adaptées.

l'UE et le Fonds vert pour le climat (FVC) pour aider à la préparation, à la mise en œuvre et au suivi global du projet.

### • La BERD octroie 13 M EUR à Bank of Africa pour soutenir la transition écologique au Maroc

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), avec l'appui du Fonds vert pour le climat et de l'Union européenne, a récemment octroyé 13 M EUR à Bank of Africa (BOA) afin de soutenir les efforts d'investissement des PME dans les technologies d'atténuation et d'adaptation au changement climatique. Ce financement est une extension d'un prêt existant, fourni dans le cadre du mécanisme de financement de l'économie verte (GEFF), signé par la BERD et BOA en septembre 2021, afin de répondre à une demande soutenue de financement vert. Ce nouveau prêt devrait comprendre un ensemble de mesures de coopération technique, financées par la BERD,

## Indicateurs conjoncturels

		1 <sup>er</sup> trimestre 2022	2 <sup>e</sup> trimestre 2022	3 <sup>e</sup> trimestre 2022
<b>PIB, inflation, marché du travail (HCP)</b>	Taux de croissance du PIB (g.a)	+0,3 %	+0,9 %	+1,8 %
	Valeur ajoutée agricole (g.a)	-14,3 %	-16,1 %	-15,2 %
	Taux d'inflation (g.a)	4 %	6,3 %	7,8 %
	Taux de chômage	12,1 %	11,1 %	n.c
<b>Compte extérieur (Office des changes)</b>	Transferts MRE (Md MAD)	22,9	24,1	33,8
	Recettes voyages (Md MAD)	9,7	17,6	34,9
	Importations (Md MAD)	165,5	199,5	187,3
	Exportations (Md MAD)	100	115,1	102,8
	Balance commerciale (Md MAD)	-65,5	-84,4	-84,5

## Indicateurs macroéconomiques – prévisions 2022

	Taux de croissance du PIB réel	Taux d'inflation	Taux de chômage	Déficit Courant	Déficit budgétaire	Dettes du Trésor
Banque Mondiale (7/22)	1,3%	5,3%	-	5,2%	6,4%	72,1% (PIB base 2014)
FMI (10/22)	0,8%	6,2%	11,1%	4,3%	5,3%	69,8% (PIB base 2007)
Bank Al Maghrib (9/22)	0,8%	6,3%	-	3,2%	5,5%	
Haut- Commissariat au Plan (7/22)	1,3%	4,9%	-	-	5,4%	70,4% (PIB base 2014)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Cécile Humbert-Bouvier  
Rédacteurs : Léo Mineur, Jasmine Jourdain

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ : Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Cette revue vous est diffusée à des fins d'information seulement. Les opinions exprimées sont celles des médias et journalistes marocains et ne reflètent pas la position de l'Ambassade de France.